

## **Annexe n° 4 : Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions pour les prestations d'AMO et pour les travaux et à l'appui des demandes de paiement**

### **Subvention ingénierie (AMO)**

#### 1- Pièces justificatives à fournir à la demande de subvention

- Lettre de demande de subvention (modèle joint en annexe n°3) comportant le plan de financement prévisionnel, cosignée par le syndic et le président du conseil syndical ;
- Projet de contrat ou contrat signé d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant le montant estimatif de la dépense<sup>1</sup> ;
- Fiche « Etat de la copropriété » renseignée et signée (modèle joint en annexe n°2) ;
- Attestation de mise à jour annuelle de l'immatriculation de la copropriété au registre national des copropriétés (RNC).

#### 2 - Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement du solde de la subvention

Pièces à transmettre par le bénéficiaire au service instructeur	Pièces à transmettre par le service instructeur à l'agence comptable (hors délégation de compétence de type 3)
<ul style="list-style-type: none"><li>• Demande de paiement (modèle joint en annexe n°5)</li><li>• Plan de financement définitif signé</li><li>• RIB (du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires)</li><li>• Factures</li><li>• Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage signé, le cas échéant.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Copie de la décision attributive de subvention</li><li>• Plan de financement définitif signé</li><li>• RIB (du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires)</li><li>• Ordre de paiement du délégué de l'Agence</li><li>• Fiche de calcul de la subvention à payer</li></ul>

### **Subvention travaux**

#### 1- Pièces justificatives à fournir à la demande de subvention

- La demande de subvention présentée sur un formulaire spécifique (Cerfa en cours de rédaction) ;
- Le formulaire d'engagement spécifique « Habiter Mieux » / CEE engagements complémentaires dans le cas où la copropriété bénéficie de la prime « copropriété fragile » (Cerfa n° 14 566) ;
- Une copie de la délibération de l'assemblée générale ayant décidé de la réalisation des travaux, autorisant le syndic à représenter la copropriété devant l'Anah ;
- Fiche « Etat de la copropriété » actualisée et signée ;
- Attestation de mise à jour annuelle de l'immatriculation de la copropriété au registre national des copropriétés (RNC) ;
- Audit énergétique ;
- Un dossier technique comprenant : devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux (de la ou des entreprises ou du maître d'œuvre), devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre complète (obligatoire dans le cas de travaux supérieurs à 100 000 €), plan et croquis si nécessaires à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis, le cas échéant, études techniques et diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants ;

<sup>1</sup> Dans le cas où la demande de financement auprès de l'Anah concerne des missions d'AMO partielles, le demandeur doit joindre les pièces attestant de la réalisation de l'ensemble de ces missions pour justifier de l'accompagnement complet de la copropriété.

- Rapport d'enquête sociale établi par le prestataire de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- En cas de demandes de prime « public modeste/très modeste », la liste nominative des copropriétaires concernés indiquant leur statut « modeste » ou « très modeste », le montant indicatif de la prime, ainsi que les informations relatives à la composition familiale, au revenu fiscal, le numéro fiscal du ménage et la référence de l'avis d'imposition faisant foi pour le statut « modeste » ou « très modeste » ;
- Preuve de l'ouverture d'un compte bancaire spécifique pour les travaux si la subvention est supérieure à 30 000 € ou d'un compte séparé ouvert au nom du syndicat des copropriétaires dans les autres cas ;
- Plan de financement prévisionnel (si travaux supérieurs à 100 000 € HT) ;
- Lorsque le syndicat de copropriétaires n'a pas sollicité de subventions pour les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage : la justification de l'exercice de ces missions (copie du contrat d'AMO ou/et autre pièce justificative).

## 2 - Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement (acompte ou solde)

Pièces à transmettre par le bénéficiaire au service instructeur	Pièces à transmettre par le service instructeur à l'agence comptable (hors délégation de compétence de type 3)
<p><u>Acompte :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Demande de versement d'acompte</li> <li>• Factures correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, état d'avancement délivré par le maître d'œuvre</li> <li>• RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000€</li> <li>• Pour les dossiers déposés entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2024 et lorsque l'entreprise qui réalise les travaux ne bénéficie pas de la qualification « RGE » (Reconnu Garant de l'Environnement) : preuve du dépôt par cette entreprise d'une demande de qualification ou de certification « RGE » auprès d'un organisme habilité au plus tard à la date de dépôt de la demande de subvention.</li> </ul> <p><u>Solde :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Demande de paiement</li> <li>• Factures</li> <li>• RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000€</li> <li>• Plan de financement définitif signé</li> <li>• Attestations d'exclusivité du (des) professionnels (Cerfa n° 15 347) pour les</li> </ul>	<p><u>Acompte :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Copie de la décision attributive de subvention</li> <li>• Ordre de paiement du délégué de l'agence</li> <li>• Fiche d'acompte à payer</li> <li>• RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000€</li> <li>• Pour les dossiers déposés entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2024 et lorsque l'entreprise qui réalise les travaux ne bénéficie pas de la qualification « RGE » (Reconnu Garant de l'Environnement) : preuve du dépôt par cette entreprise d'une demande de qualification ou de certification « RGE » auprès d'un organisme habilité au plus tard à la date de dépôt de la demande de subvention.</li> </ul> <p><u>Solde :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Copie de la décision attributive de subvention</li> <li>• Ordre de paiement du délégué de l'Agence</li> <li>• RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000€</li> <li>• Plan de financement définitif signé</li> </ul>

<p>copropriétés fragiles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Liste actualisée des copropriétaires aux ressources modestes/très modestes (prime « public modeste/très modeste »)</li> <li>• Pour les dossiers déposés entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2024 et lorsque l'entreprise qui réalise les travaux ne bénéficie pas de la qualification « RGE » (Reconnu Garant de l'Environnement) : preuve du dépôt par cette entreprise d'une demande de qualification ou de certification « RGE » auprès d'un organisme habilité au plus tard à la date de dépôt de la demande de subvention.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fiche de calcul de la subvention à payer</li> <li>• Liste actualisée des copropriétaires aux ressources modestes/très modestes (prime « public modeste/très modeste »)</li> <li>• Pour les dossiers déposés entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2024 et lorsque l'entreprise qui réalise les travaux ne bénéficie pas de la qualification « RGE » (Reconnu Garant de l'Environnement) : preuve du dépôt par cette entreprise d'une demande de qualification ou de certification « RGE » auprès d'un organisme habilité au plus tard à la date de dépôt de la demande de subvention.</li> </ul>
--	---